



**ECONOMAT DES ARMEES**  
DIRECTION GÉNÉRALE  
DIRECTION DES ACHATS

**Marché n°2025-1292/EdA-DA du 17/11/2025**

**Acquisition d'un container-snack modulaire (20'') aménagé et adapté à  
un site balnéaire, incluant espace de préparation, distribution et zone  
de consommation extérieure**

**Marché A Procédure Adaptée**

*En application des articles L. 2123-1, R2123-4 et suivant du code de la commande  
publique*

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES AYANT VALEUR D'ACTE  
D'ENGAGEMENT**

Le présent CCP-AE comporte 15 pages et 6 annexes :

- Annexe 1 – BPU
- Annexe 2 – Description des prestations
- Annexe 3 – Description (Présentation et organisation du projet)
- Annexe 4 - Délais d'exécution
- Annexe 5 – Plans
- Annexe 6 – Liste de MRC fournie à titre indicatif et non exhaustive

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)**

<b>Article 1</b>	<b>Objet du marché .....</b>	<b>3</b>
<b>Article 2</b>	<b>Durée du marché .....</b>	<b>3</b>
<b>Article 3</b>	<b>Dispositions générales .....</b>	<b>3</b>
<b>Article 4</b>	<b>Pièces contractuelles .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 5</b>	<b>Description de la mission &amp; conditions d'exécution du marché .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 6</b>	<b>Pénalités .....</b>	<b>5</b>
<b>Article 7</b>	<b>Dispositions financières .....</b>	<b>5</b>
<b>Article 8</b>	<b>Assurances.....</b>	<b>7</b>
<b>Article 9</b>	<b>Arrêt d'exécution des prestations .....</b>	<b>7</b>
<b>Article 10</b>	<b>Résiliation du marché et exécution aux frais et risques .....</b>	<b>8</b>
<b>Article 11</b>	<b>Obligations du titulaire .....</b>	<b>8</b>
<b>Article 12</b>	<b>Protection de données à caractère personnel.....</b>	<b>8</b>
<b>Article 13</b>	<b>Dérogations au CCAG fournitures courantes et services (FCS) .....</b>	<b>11</b>
<b>Article 1</b>	<b>Cocontractants .....</b>	<b>12</b>
<b>Article 2</b>	<b>Offre financière .....</b>	<b>13</b>
<b>Article 3</b>	<b>Point de contact .....</b>	<b>13</b>
<b>Article 4</b>	<b>Délais.....</b>	<b>13</b>
<b>Article 5</b>	<b>Paie ment .....</b>	<b>13</b>
<b>Article 6</b>	<b>Avance .....</b>	<b>14</b>
<b>Article 7</b>	<b>Nantissement ou cession de créance .....</b>	<b>14</b>
<b>Article 8</b>	<b>Signature du marché.....</b>	<b>14</b>
<b>Article 9</b>	<b>Décision de l'acheteur .....</b>	<b>15</b>

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

### Article 1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'acquisition d'un container-snack modulaire (20'') aménagé et adapté à un site balnéaire, incluant espace de préparation, distribution et zone de consommation extérieure.

#### Lieu d'exécution de la prestation

Adresse : le site du Héron sur la base navale de Djibouti [11°37'15.0"N 43°08'53.0"E](#)

### Article 2 Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa notification et s'achève après réception de la structure, paiement de la facture afférente et extinction des garanties.

### Article 3 Dispositions générales

#### 3.1 Décomposition en tranches

La consultation donne lieu à un marché ordinaire.

#### 3.2 Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour l'exécution du présent marché le maître d'ouvrage est représenté par la Directions Internationale et Opérations (DIO).

#### 3.3 Liste des intervenants

Economat des Armées :

- Gestionnaire de contrat hors Opex : Sébastien VERDIERE
- Responsable études et travaux : Gilles RICHARD
- Chef de mission EdA DJIBOUTI

#### 3.4 Prestation(s) Supplémentaire(s) Eventuelle(s) (PSE)

Le maître d'ouvrage prévoit une prestation supplémentaire éventuelle. Il s'agit de la prise en charge du transport du conteneur de l'usine en France jusqu'au lieu de mise en place à Djibouti.

#### 3.5 Prestations similaires susceptibles d'entrer dans le champ d'application

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs marchés négocié(s) passé(s) sans publicité ni mise en concurrence préalable et relatif(s) à des prestations similaires pourra/pourront être passés ultérieurement. La durée pendant laquelle le ou les nouveaux marché(s) public(s) pourra/pourront être conclu(s) ne pourra dépasser trois ans à compter de la notification du marché public initial.

#### 3.6 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant en application des dispositions prévues par le Code de la commande publique.

### 3.7 Clauses de réexamen

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le présent marché peut être modifié, quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- ✓ des fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial ;
- ✓ intégration de prestations nouvelles nécessaires à l'objet du présent marché ;
- ✓ ajustement de la durée ou des coûts de la prestation, en raison de paramètres non prévisibles à la date de contractualisation ;
- ✓ cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire, à certaines conditions ;
- ✓ reprise de l'exécution du marché par un mandataire qualifié de l'acheteur ;
- ✓ des modifications non substantielles.

La mise en œuvre de la clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite de l'acheteur et est notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'attester sa bonne réception.

Toute modification intervenant au sein de la société pendant la durée du marché doit être impérativement notifiée à l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sans que cette liste soit exhaustive, la modification peut concerner :

- ✓ la personne ayant le pouvoir d'engager la société ;
- ✓ la forme de l'entreprise ;
- ✓ la raison sociale ou dénomination ;
- ✓ l'adresse ;
- ✓ le capital de l'entreprise ;
- ✓ l'identifiant bancaire, le numéro de compte bancaire à créditer ;
- ✓ de façon générale, toutes les modifications importantes sur le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le bon déroulement du marché.

Un acte modificatif peut être établi afin de prendre en compte les modifications susmentionnées.

## Article 4 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) ayant valeur d'Acte d'Engagement (AE) et son(ses) annexe(s), à l'exception de celles qui seraient expressément identifiées comme n'ayant pas valeur contractuelle, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et services
- La proposition technique/organisationnelle du titulaire.

Les documents applicables sont ceux en vigueur lors du mois d'établissement des prix.

Les pièces générales, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché, sont réputées connues du prestataire.

## Article 5 Description de la mission & conditions d'exécution du marché

Voir annexe 2 – description des prestations.

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples au moment de la livraison des fournitures, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Le déroulement des opérations de vérification a lieu conformément à l'article 28 du C.C.A.G.-F.C.S.

A l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prend sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du C.C.A.G.-F.C.S.

## Article 6 Pénalités

### 6.1 Pénalité pour retard concernant la livraison de la structure

Lorsque le délai contractuel notifié est dépassé et en l'absence de demande de prolongation formalisée et acceptée par le maître d'ouvrage, conformément à l'article 6.3, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 1000 € HT par jour de retard.

### 6.2 Pénalité pour retard concernant la prestation de montage

Lorsque le titulaire ne se présente pas à la date prévue par l'acheteur, pour la prestation d'installation et de raccordements du conteneur, il encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité forfaitaire de 1000 euros HT par jour de retard.

### 6.3 Pénalité pour retard concernant les prestations liées à la garantie technique

Tout dysfonctionnement de nature à impacter le service rendu au profit de l'acheteur est signifié au titulaire par écrit ; ce dernier est alors tenu d'intervenir dans les délais indiqués dans son offre. A défaut - et en particulier si le dysfonctionnement a des conséquences sur le service rendu - le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 € HT par demi-journée de retard, qu'il s'agisse de retard dans la réparation des désordres ou dans la mise à disposition de solutions palliatives.



Ces pénalités sont déduites, par l'acheteur, du paiement de la facture correspondant à la prestation en retard.

### 6.4 Pénalité pour sous-traitance occulte

Le constat d'une entreprise intervenant sans avoir été acceptée et agréée dans ses conditions de paiement, peut être dressé et signé par l'acheteur. Il fait office de constat de sous-traitance occulte. Le titulaire encourt alors, immédiatement après avoir été mis en demeure par écrit de régulariser sa situation, une pénalité forfaitaire de 1000 € HT sauf s'il peut justifier de la régularité de sa situation.

Cette pénalité est appliquée au titulaire lors du paiement qui fait suite au constat.

La pérennité de cette situation entraîne la résiliation du marché si le titulaire n'y remédie dans un délai de dix (10) jours calendaires.

### 6.5 Pénalité pour non remise des documents

Lorsque le titulaire ne remet pas des documents (phase EXE, DOE, DUIO), il encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité forfaitaire de 500 euros HT par jour de retard.

## Article 7 Dispositions financières

### 7.1 Rémunération

Le titulaire est rémunéré sous forme d'un **prix forfaitaire** fondé sur les conditions économiques du mois appelé « mois 0 », indiqué dans l'acte d'engagement. A défaut de définition du mois m0 dans l'acte d'engagement, le mois m0 correspond au mois de la date limite de remise des offres.

Le prix fixé au marché est réputé comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison (si la PSE est retenue), ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

## **7.2 Nantissement et cession de créance**

---

En ce qui concerne le nantissement et ou la cession de créance, il sera fait application de l'article 4.2.2 du CCAG FCS.

## **7.3 Avance**

---

Conformément aux dispositions de l'article R2191-1 du Code de la commande publique, les EPIC ne sont pas soumis au chapitre Ier du titre IX concernant l'exécution financière.

Aucune avance n'est prévue dans le cadre du présent contrat.

## **7.4 Acomptes et solde**

---

Le règlement du prix s'effectue par acompte mensuel sur la base de constats contradictoires de la réalisation des prestations.

Le montant de chaque acompte sera déterminé par le maître d'ouvrage en considération de l'avancement des prestations sur la base d'une note produite par le prestataire.

Pour le versement du solde, le prestataire adressera son projet de décompte à l'expiration de sa mission.

## **7.5 Variation des prix**

---

Les prix sont fermes pour la durée totale du marché.

## **7.6 Délai global de paiement et intérêts moratoires**

---

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement. Le défaut de paiement dans le délai précité fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points. A ces intérêts moratoires, s'ajoutera le versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement.

## **7.7 Présentation des demandes de paiement et facturation électronique**

---

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative à la facturation électronique, toutes les entreprises ont l'obligation depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, de transmettre leurs factures par voie dématérialisée.

Le lien permettant d'accéder à l'ordonnance est :

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/ordonnance/2014/6/26/FCPX1413059R/jo/texte>

Le titulaire doit transmettre ses factures par voie électronique, via la plateforme de dématérialisation des factures Chorus Portail Pro (CPP), accessible via le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture électronique est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Outre les mentions légales et les indications figurant ci-dessus, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture,
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
- le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique (facultatif),
- le code d'identification du service en charge du paiement : **DIO\_PRESTA**
- la date d'exécution des prestations,
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées,
- le prix unitaire HT des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
- le montant total HT et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement,
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture. La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Si ces conditions ne sont pas respectées, la facture sera systématiquement retournée au titulaire du marché. Les frais de facturation ne seront pas admis.

**Faites-vous accompagner** : l'Agence pour l'Informatique Financière de l'Etat (AIFE) a mis à votre disposition des conseils pour maîtriser la facturation électronique (<http://www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique>).

## Article 8 Assurances

Le titulaire dispose des assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire :

- d'une assurance de responsabilité civile garantissant les tiers et le maître d'ouvrage pour tous dommages corporels, matériels ou immatériels survenant tant au cours qu'après réception des travaux,
- d'une assurance garantissant les tiers des accidents ou des dommages causés par l'exécution des travaux,
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-3 et 1792-4-1 du code civil au moyen d'une attestation qui doit au moins indiquer de façon non équivoque les activités garanties, le montant de ces garanties, la période de validité de l'attestation, et la procédure de mise à jour des primes.

Sur demande du maître d'ouvrage, il fournit copie du ou des contrats d'assurance afférents. En cas de non-respect de ces dispositions, le maître d'ouvrage peut résilier le marché correspondant aux frais et risques du titulaire.

## Article 9 Arrêt d'exécution des prestations

Le maître d'ouvrage ou son représentant se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution, sans indemnité, des interventions qui font l'objet du présent marché, à l'issue de chaque partie technique de la prestation telle que définies dans le présent CCP. Cette disposition s'applique à chaque tranche ferme et/ou optionnelle, s'il y a lieu.

Dans le cas où l'arrêt de l'exécution de la prestation au terme d'une partie technique est temporaire, il n'entraîne pas la résiliation du marché. Dans les autres cas, l'arrêt emporte résiliation du marché sans indemnité. La décision prise précise si l'arrêt est temporaire ou définitif.

## **Article 10 Résiliation du marché et exécution aux frais et risques**

Les articles 38 à 45 du CCAG FCS sont applicables.

## **Article 11 Obligations du titulaire**

Le candidat retenu doit également remettre au maître d'ouvrage, avant la notification du marché et tous les six mois durant l'exécution de ce marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En application de l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 du Code du travail, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage, lors de la conclusion du contrat et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, l'ensemble des pièces mentionnées dans ces articles. A défaut, le maître d'ouvrage pourra résilier le contrat aux torts du titulaire.

Dans le cas où le maître d'ouvrage est informé par un agent de l'inspection du travail que le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, le maître d'ouvrage le met alors en demeure l'entreprise de faire cesser sans délai cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte au maître d'ouvrage, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le marché peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

## **Article 12 Protection de données à caractère personnel**

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le Règlement Européen sur la Protection des Données » ou « RGPD ».

### **12.1 Description du traitement et données à caractère personnel**

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

### **12.2 Obligations du titulaire**

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et



prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

#### Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

#### Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

#### Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage). Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception au maître d'ouvrage.

#### Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par voie électronique.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données),
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact,
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel,
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

#### Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

#### Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au RGPD.

#### Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

## Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

### 12.3 Obligations de l'acheteur

---

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

## **Article 13 Dérogations au CCAG fournitures courantes et services (FCS)**

Articles du CCP	Articles du CCAG FCS
4	4.1

## ACTE D'ENGAGEMENT (AE)

Numéro de marché attribué par l'acheteur : **2025-1292**

Représentant de l'acheteur :

**Le commissaire Général de 1<sup>ère</sup> classe Philippe POURQUÉ, Directeur Général**

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-59 du Code de la commande publique auquel renvoie l'article R. 2391-28 du même code (nantissement ou cession de créances) : [secretariat.cao@economat-armees.fr](mailto:secretariat.cao@economat-armees.fr)

Comptable assignataire des paiements : Monsieur Jacques PHILIPPS - [jacques.philipps@economat-armees.fr](mailto:jacques.philipps@economat-armees.fr)

### Article 1 Cocontractants

Nom : **XXX**

Prénom : **XXX**

Qualité : **XXX**

☐

Engage pour mon propre compte

☐

Engage pour le compte de la société

et

☐

Agissant en tant que prestataire unique

☐

Agissant en tant que membre du groupement défini ci-après

**Type de groupement** (le cas échéant) :

☐

**Conjoint** avec mandataire *solidaire*\*

☐

**Solidaire**

*\*l'acheteur n'impose aucune forme au groupement après attribution. En cas de groupement conjoint le mandataire est solidaire des autres membres du groupement.*

1er contractant (contractant unique ou mandataire du groupement)

Raison sociale : **XXX** (intitulé complet et forme juridique de la société)

Domicilié à : **XXX**

Téléphone : **XXX**

Courriel : **XXX**

Numéro SIRET : **XXX**

Numéro au registre du commerce : **XXX**

Code NAF/APE : **XXX**

2ème contractant

**A copier/coller autant de fois que nécessaire**

Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses administratives Particulières (CCP) et des pièces contractuelles qui y sont mentionnées, **affirme/affirmons**, sous peine de résiliation de plein droit du marché, qu'aucune des personnes physiques ou morales pour lesquelles nous intervenons ne tombe sous le coup de l'interdiction de soumissionner à un marché public.

Je m'engage/nous nous engageons, sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions définies au sein des pièces du marché.

L'offre ainsi présentée ne me/nous lie toutefois que si son acceptation m'est/nous est notifiée dans un délai de **6 mois** à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de consultation.

## Article 2 Offre financière

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois **M0**.

**Mois M0** : mois de la date limite de remise des offres.

Montant de la rémunération forfaitaire hors PSE dans les conditions fixée au présent document.

**XXX** € HT

**XXX** € TTC

Montant de la rémunération forfaitaire avec PSE dans les conditions fixée au présent document.

**XXX** € HT

**XXX** € TTC

## Article 3 Point de contact

Nom : **XXX**

Prénom : **XXX**

Qualité : **XXX**

Téléphone : **XXX**

Mail : **XXX**

## Article 4 Délais

Les délais d'exécution sont précisés à l'article 2 (première partie).

## Article 5 Paiement

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit des comptes ouverts :

A copier/coller autant de fois que nécessaire

Titulaire : **XXX**

Organisme bancaire : **XXX**

Code banque : **XXX**

Code guichet : **XXX**

Numéro de compte : **XXX**

Clé RIB : **XXX**

IBAN : **XXX**

BIC : **XXX**

## Article 6 Avance

Conformément aux dispositions de l'article R2191-1 du Code de la commande publique, les EPIC ne sont pas soumis au chapitre Ier du titre IX concernant l'exécution financière.  
Aucune avance n'est prévue dans le cadre du présent contrat.

## Article 7 Nantissement ou cession de créance

Un **certificat de cessibilité** sera communiqué au titulaire du marché ou à son sous-traitant bénéficiant du paiement direct, à sa demande, pour être remis au cessionnaire ou au titulaire d'un nantissement de créance(s).

## Article 8 Signature du marché

Fait en un seul original,

### Signature du marché par le titulaire individuel

Nom/Prénom et qualité du signataire	Lieu et date de signature	Signature

*Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne/société qu'il représente. La signature du présent document engage pour l'ensemble des pièces contractuelles préalablement communiquées dans le cadre de la procédure.*

### Signature du marché en cas de groupement

☐ Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement (cocher la ou les cases correspondantes) :

☐ Pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations (joindre les pouvoirs en annexe du présent document).

☐ Pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché (joindre les pouvoirs en annexe du présent document).

☐ Ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

☐ Les membres du groupement, **qui signent le présent acte d'engagement** (cocher la case correspondante) :

☐ Donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations.

☐ Donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché.

☐ Donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous (donner des précisions sur l'étendue du mandat).

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent le mandataire suivant :

**[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire]**

En cas de groupement **conjoint**, le mandataire du groupement est obligatoirement **solidaire**.

Nom/Prénom et qualité du signataire	Lieu et date de signature	Signature

*Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne/société qu'il représente. La signature du présent document engage pour l'ensemble des pièces contractuelles préalablement communiquées dans le cadre de la procédure.*

**Article 9 Décision de l'acheteur**

Est acceptée la présente offre ☐ avec la PSE ☐ sans la PSE

Nom/Prénom et qualité du signataire	Lieu et date de signature	Signature